

LA MINUSCA ENGAGÉE À TRAVAILLER AVEC
LE NOUVEAU PREMIER MINISTRE ET SON
GOUVERNEMENT

MINUSCA EN

ACTION

BULLETIN D'INFORMATIONS DE LA MINUSCA | #83 - JUIN 2021



VISITE DE HAUT-NIVEAU UA, CEEAC, UE À BANGUI
**UN MESSAGE FORT POUR
LA STABILITÉ**



MINUSCA



UN_CAR



UNMINUSCA



UNMINUSCA



UN_MINUSCA



MINUSCA.UNMISSIONS.ORG



La lutte contre les Fake-news nous concerne tous



MÉFIEZ-VOUS DE CERTAINS CONTENUS DIFFUSÉS
SUR LES MÉDIAS SOCIAUX



SOMMAIRE

- 4 - LE RAPPORT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DES NATIONS UNIES SUR LA RCA PRÉSENTÉ AU CONSEIL DE SÉCURITÉ
- 6 - **DOSSIER SPÉCIAL** VISITE DE HAUT-NIVEAU UA, CEEAC, UE À BANGUI UN MESSAGE FORT POUR LA STABILITÉ
- 8 - DES LEADERS RELIGIEUX PRÊCHENT POUR UN DIALOGUE INCLUSIF
- 9 - MISES EN GARDE DU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE CONTRE LES PROPOS DE HAINE
- 9 - LA SOCIÉTÉ CIVILE MILITE POUR UN DIALOGUE RÉPUBLICAIN
- 10 - **LES PARTIS POLITIQUES** « CONTINUEZ À NOUS SOUTENIR POUR LA PAIX »
- 11 - LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE RÉITÈRE L'IMPORTANCE DES QUATRE ORGANISATIONS
- 12 - DES SOINS MÉDICAUX POUR 300 HABITANTS DE NIAKARI
- 13 - LA MINUSCA AUX CÔTÉS DE LA FIFA POUR LA PROMOTION DU SPORT EN RCA
- 14 - SENSIBILISATION DE LA POPULATION DE BERBERATI SUR LE MANDAT DE LA MINUSCA
- 15 - LE MANDAT DE LA MINUSCA EXPLIQUÉ AUX LEADERS COMMUNAUTAIRES DE BANGUI
- 16 - LA MINUSCA ENGAGÉE À TRAVAILLER AVEC LE NOUVEAU PREMIER MINISTRE ET SON GOUVERNEMENT
- 18 - LE COMMANDANT ADJOINT DE LA FORCE À BRIA POUR S'ENQUÉRIR DES DÉFIS SÉCURITAIRES
- 19 - SOUTENIR LES FORCES DE SÉCURITÉ INTÉRIEURE DÉPLOYÉES À BRIA
- 20 - LA COUR PÉNALE SPÉCIALE DE LA RCA PLEINEMENT OPÉRATIONNELLE
- 22 - **BANGASSOU** DES MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ CIVILE À L'ÉCOLE DE LA BONNE GOUVERNANCE
- 23 - MÉDIAS ET SOCIÉTÉ CIVILE ENGAGÉS DANS LA LUTTE CONTRE LA DÉSINFORMATION
- 24 - FAVORISER LA RÉINSERTION SOCIALE DES DÉTENUS DE LA MAISON D'ARRÊT DE BERBERATI



DIRECTEUR DE PUBLICATION
Charles Antoine Bambara

RÉDACTRICE EN CHEF
Uwolowulakana Ikavi-Gbetanou

EQUIPE RÉDACTIONNELLE
Biliaminou Alao,
Deubalbet Wewaye,
Ghislaine Atta,
Maria Kabatanya,
Correspondants régionaux

PHOTOGRAPHIE
Herve Serefo,
Leonel Grothe,
Capt. Heru Trianto,
Erick-Christian Ahounou,
Rouafi Fati (UNPOL),

MISE EN PAGE
Francis Yabendji-Yoga

WEBMASTER
Dany Balepe

PRODUCTION
Division de la Communication
Stratégique et de l'Information
Publique - MINUSCA

MINUSCA EN ACTION
#83 - juin 2021



Photos UN/MINUSCA / Fatif ROUAFI (UNPOL)

LE RAPPORT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DES NATIONS UNIES SUR LA RCA PRÉSENTÉ AU CONSEIL DE SÉCURITÉ

Le Conseil de sécurité des Nations Unies a été informé, le 23 juin 2021, par le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU et Chef de la MINUSCA, Mankeur Ndiaye, sur les derniers développements en République centrafricaine notamment la sécurité, le dialogue politique, l'Accord de paix, la situation humanitaire et la mise en œuvre du mandat de la MINUSCA.

Le rapport, qui couvre la période entre le 16 février et le 16 juin 2021, aborde la situation politique « marquée par l'investiture du Président et l'inauguration de la législature, con-

formément à l'échéancier constitutionnel, ce qui a permis de préserver l'ordre démocratique et la stabilité institutionnelle ». Le document indique que conformément à son mandat de bons offices, et en étroite coordination avec les partenaires internationaux, le

Représentant spécial du Secrétaire général a continué de mobiliser toutes les parties prenantes nationales pour encourager un dialogue politique inclusif, constructif et crédible visant à promouvoir la stabilité nationale.

Au sujet du déroulement des échéances électorales, le rapport souligne que l'Autorité nationale des élections s'est efforcée de tirer les enseignements du scrutin du 27 décembre, ajoutant que la MINUSCA et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) ont secondé l'Autorité en offrant

leurs bons offices, en fournissant des supports de formation électorale et en leur apportant un appui.

Sur la situation sécuritaire, ce rapport du Secrétaire général indique qu'elle « est restée précaire, en particulier dans l'ouest, le nord-ouest et le centre du pays, du fait de la poursuite des affrontements entre des groupes armés, pour la plupart affiliés à la CPC, et les forces de défense nationale, assistées par des forces de sécurité déployées de manière bilatérale et d'autres agents de sécurité, ce qui a provoqué des pertes humaines et des dé-

placements ».

Autre point saillant du rapport, la situation humanitaire qui s'est détériorée « pour atteindre son degré le plus bas depuis cinq ans en raison de la violence, des déplacements de population, de la flambée des prix des denrées alimentaires provoquée par la perturbation de la principale voie d'approvisionnement du pays, de l'impact socio-économique de la maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) et de la baisse de la production agricole causée par les inondations. Quelque 2,8 millions de personnes (soit plus de la moitié de la population) ont besoin d'une aide humanitaire et d'une protection, et, pour 1,9 million d'entre elles, de manière urgente », précise le rapport.

Le rapport du Secrétaire général indique également que la situation des droits humains s'est sensiblement détériorée. « Entre le 1er février et le 1er juin 2021, la MINUSCA a documenté 344 cas de violations des droits humains, d'atteintes à ces droits et de violations du droit international humanitaire qui ont fait 628 victimes et causé 82 décès de civils liés au conflit. Cela représente une augmentation de 28,4 % du nombre de cas et de 40,2 % du nombre de victimes par rapport à la période couverte par le rapport précédent », indique le rapport, selon lequel les groupes armés qui ont signé l'Accord politique ont perpétré la majorité des violations des droits humains documentées, soit 197 violations qui ont fait 371 victimes. Le document précise aussi que « 140 violations ont été perpétrées par des agents de sécurité nationaux, des agents déployés bilatéralement et d'autres agents de sécurité, ont été documentées, pour un total de 249 victimes ».



DOSSIER SPECIAL

VISITE DE HAUT-NIVEAU UA, CEEAC, UE À BANGUI UN MESSAGE FORT POUR LA STABILITE

Les hauts responsables de l'Union Africaine (UA), de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), des Nations Unies et de l'Union Européenne (UE) ont entamé le 2 juin, une visite conjointe à Bangui, dans le cadre des consultations régulières entre les quatre organisations et les autorités centrafricaines sur le processus de paix en République Centrafricaine.

Il s'agit de l'ambassadeur Bankolé Adeoye, Commissaire aux affaires politiques, à la paix et à la sécurité de l'UA, de Mangaral Banté, Commissaire aux affaires politiques, à la paix et à la sécurité de la Commission de la CEEAC, de Jean-Pierre Lacroix, Secrétaire général adjoint des Nations Unies chargé des opérations de maintien de la paix, de Charles Fries, Secrétaire général adjoint de l'UE chargé de la politique de sécurité et de défense commune et de la réponse aux crises, et de Rita Laranjinha, directrice Afrique du Service européen pour l'action extérieure (SEAE).

A la descente d'avion de la délégation à l'Aéroport international Bangui M'Poko, le Commissaire aux affaires politiques, à la paix et à la sécurité de l'UA, l'Ambassadeur Bankolé Adeoye, a indiqué que la présence de ces organisations à Bangui permet d'envoyer « un message fort de la communauté internationale pour la stabilité et la paix dans ce pays. (...) La RCA doit travailler avec la communauté nationale et les pays voisins pour une vraie stabilité dans le pays. Le message du président de la Commission de l'UA, Moussa Faki Mahamat, est que



La délégation de haut-niveau ONU-UE-UA-CEEAC avec les partenaires, facilitateur et les ambassadeurs accrédités en Centrafrique
- Photo : UN/MINUSCA - Leonel GROTHE

nous sommes ici pour promouvoir cet engagement pour un dialogue inclusif et une véritable réconciliation, pour la paix, la sécurité et la stabilité », a-t-il dit, ajoutant que la mise en œuvre de l'Accord politique est essentielle pour pouvoir avancer vers la paix. « C'est uniquement à travers le dialogue, et non pas via les armes, que l'on parviendra à une paix durable et définitive ».

Le Commissaire de l'UA a également précisé que la communauté internationale, à travers la MINUSCA, a investi dans la protection des civils et pour la paix dans le pays. « J'espère que la population continuera à soutenir la MINUSCA. Je précise que la MINUSCA est un outil de promotion et de protection des civils, mais en aucun cas un ennemi du peuple centrafricain », a-t-il renchéri.

Pour sa part, Jean-Pierre Lacroix, a souligné la convergence de vue des quatre organisations, matérialisée par cette mission con-

jointe. « Le Commissaire Bankolé a parlé avec des mots très forts, il a parlé au nom de l'Afrique, il a parlé au nom de nous tous, partenaires de la RCA, partenaires du peuple centrafricain qui souffre et qui continue de souffrir. Vous voyez donc l'unité que symbolise cette visite conjointe à laquelle se joindra le commissaire de la CEEAC », a ajouté le Secrétaire général adjoint.

De son côté, Rita Laranjinha a exprimé la satisfaction de l'UE d'avoir été associée à cette visite « qui est le signe de notre intérêt et notre engagement communs pour la stabilisation de la RCA (...) L'UE est engagée depuis longtemps dans la stabilité de la RCA. Nous avons beaucoup coopéré avec les autorités ces dernières années. Nous sommes engagés à rester associés à nos partenaires internationaux pour travailler ensemble pour la réconciliation nationale, pour le dialogue, pour la stabilisation de ce pays », a indiqué cette responsable.

DES LEADERS RELIGIEUX PRÊCHENT POUR UN DIALOGUE INCLUSIF

La première journée de la visite de la délégation de haut-niveau Nations Unies, Union africaine, Union européenne et Communauté des Etats d'Afrique centrale (CEEAC) s'est achevée par une rencontre avec les membres de la plateforme inter-religieuse centrafricaine. Au centre des échanges, l'importance de maintenir l'inclusivité du dialogue inter centrafricain.

Par Ghislaine ATTA

Le Secrétaire général adjoint des Nations Unies en charge des opérations de paix de l'ONU, Jean-Pierre Lacroix, qui s'exprimait au nom de la délégation, a salué la « préférence pour le dialogue » affichée par la plateforme interreligieuse centrafricaine. « Vous, leaders religieux êtes, et avez toujours été à la tête de cette préférence pour le dialogue. Nous voulons dire que nous serons toujours à vos côtés pour soutenir vos efforts qui sont plus importants que jamais en ce moment. Certains peuvent avoir la tentation de régler les problèmes par le recours à la force, mais nous croyons que cette approche inclusive reste absolument indispensable, même si, bien entendu, ceux qui ont

commis des crimes vont rendre compte de leurs actes, qu'il s'agisse des juridictions nationales ou d'autres mécanismes », a indiqué M. Lacroix dès l'entame de la rencontre.

Au terme d'échanges riches avec les représentants de la communauté internationale, l'Archevêque de Bangui, le Cardinal Dieudonné Nzapalainga, a, au nom de la plateforme, rappelé que ces organisations sont « des partenaires de la RCA. Depuis les derniers événements difficiles et douloureux que nous avons vécus, elles sont à notre chevet ». Sur la question de l'inclusivité du dialogue, la plateforme a estimé qu'elle est « une réalité ». Pour le prélat, en effet, « personne ne le fera à notre place, si nous ne prenons pas le courage d'engager le dialogue. (...) Dans les échanges nous avons dit que nous allons continuer d'inviter à l'inclusivité, à se regarder comme des frères et pas comme des ennemis pour bâtir la RCA. Seuls on ne pourra pas le faire. Mais de manière solidaire, avec les autres, on pourra construire ce pays », a-t-il conclu.

◀ Le Cardinal Dieudonné Nzapalainga, membre de la plateforme inter-religieuse centrafricaine

MISES EN GARDE DU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE CONTRE LES PROPOS DE HAINE

Le 2 juin 2021, la délégation conjointe s'est entretenue avec le président de l'Assemblée nationale, Simplicie Mathieu Sarandji, entouré des vice-présidents, des présidents des commissions et des membres de son cabinet. Dans une déclaration délivrée le lendemain de cette rencontre, le 3 juin 2021, M. Sarandji a indiqué : « Il nous a été donné de constater que, lors de diverses manifestations organisées depuis quelques temps devant le siège de la MINUSCA, certains propos malveillants ont été prononcés contre la Mission et des menaces de mort proférées à l'endroit de ses différents responsables, en particulier, M. Mankeur Ndiaye, Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies et Chef de la Minusca. Par conséquent l'Assemblée nationale lance un vibrant appel aux organisateurs des marches et manifestations devant le siège de la MINUSCA, à ne pas s'engager dans des voix qui seraient contre productives pour la paix en RCA. »

Dans la même veine, le chef de l'hémicycle centrafricain a fermement rappelé que « la MINUSCA est en République centrafricaine à la demande des autorités de notre pays, avec l'accord du Conseil de Sécurité, face à l'aggravation de la situation sécuritaire désastreuse que le peuple centrafricain a connue et connaît encore aujourd'hui à un degré divers. (...) La MINUSCA s'est pleinement investie dans les recherches de solution à la crise centrafricaine, principalement dans la défense des populations civiles et surtout dans la protection du processus électoral ».



LA SOCIÉTÉ CIVILE MILITE POUR UN DIALOGUE RÉPUBLICAIN

Au deuxième jour de leur visite à Bangui, la mission de haut-niveau ONU, Union africaine, Communauté économique des Etats d'Afrique centrale (CEEAC) a échangé, le 3 juin 2021, avec les membres de la société civile au nombre desquels les femmes, la jeunesse ainsi que les organisations de défense des droits humains.

Par Ghislaine ATTA

« Par cette mission conjointe, nous voulons montrer que toutes nos organisations sont unies pour soutenir le peuple centrafricain dans le cheminement vers plus de paix, de démocratie, de stabilité. Nous continuerons de considérer que le rôle de la société civile pour instaurer un climat de paix, de réconciliation et de démocratie est absolument essentiel (...) Le dialogue inclusif est essentiel pour réconcilier et ramener tous ceux qui veulent construire un pays stable démocratique et prospère autour de la table de négociation », a indiqué le Secrétaire général adjoint des Nations Unies en charge des opérations de paix de l'ONU, Jean-Pierre Lacroix. Le dialogue républicain voulu par le président Faustin Archange Touadéra, ainsi que la question du climat sociopolitique et sécuritaire ont meublé ce moment riche en contributions. « Il ressort que l'APPR-RCA demeure un cadre valable pour la discussion avec les groupes armés. Mais il faudrait que le dialogue républicain se tienne pour apaiser les esprits », s'est exprimée la présidente des Organisations des Femmes centrafricaines (OFCA), Marguerite Ramadan. Au nom des jeunes centrafricains, le premier vice-président du Conseil national de la Jeunesse (CNJ), Carl Kikobet, s'est dit satisfait d'avoir pu exprimer les besoins de ses pairs. « Le simple fait de créer ce cadre et pouvoir discuter avec la jeunesse témoigne de la considération accordée à cette catégorie de la population. Nous attendons au sortir de cette rencontre (...) que l'implication des jeunes dans les instances de décision soit vraiment effective », a-t-il conclu.

LES PARTIS POLITIQUES

« CONTINUEZ À NOUS SOUTENIR POUR LA PAIX »

Les efforts de la communauté internationale pour faciliter un dialogue inclusif pour le processus de paix et de réconciliation en République centrafricaine (RCA) se sont poursuivis, le 4 juin 2021 à Bangui, avec des consultations entre la délégation UA-CEEAC-ONU-UE et les partis politiques nationaux.

Par Maria Kabatanya

La délégation a eu des entretiens bilatéraux séparés avec des membres du parti au pouvoir en RCA et leurs alliés ainsi qu'avec l'opposition, en mettant l'accent sur la situation politique et sécuritaire délicate dans le pays.

« Nous avons discuté des enjeux politiques et sécuritaires brûlants du jour, en particulier la coopération avec la MINUSCA et tous les autres partenaires internationaux ainsi que du processus électoral et de la paix dans le pays », a déclaré Bruno Yapande, vice-président du parti au pouvoir Mouvement Cœurs Unis (MCU).

La figure de l'opposition, Maître Nicolas

Tiangaye du parti Convention républicaine pour le progrès social (CRPS) a déclaré de son côté que « la rencontre avec la délégation UA-CEEAC-ONU-UE est arrivée à un moment opportun, où le pays traverse une crise profonde. Les problèmes doivent être résolus par le dialogue avec tous, plutôt que par les armes ».

« J'ai noté la volonté de tous les partenaires de créer un espace pacifique et démocratique pour relever les nombreux défis auxquels la RCA est confrontée. Nous appelons la communauté internationale à rester à nos côtés », a déclaré, quant-à-lui, Martin Ziguélé, représentant du parti d'opposition Mouvement pour la libération du peuple centrafricain (MLCP).

A l'issue de sa mission en RCA, le 4 juin 2021, la délégation conjointe UA-CEEAC-ONU-UE devant les médias nationaux et internationaux, a réitéré sa volonté de continuer à appuyer le processus de paix et un dialogue inclusif en RCA. Elle s'est dite heureuse des retombées de la mission et encourage l'implication de toutes les parties prenantes afin que le pays ne retombe pas dans la guerre. La délégation a, enfin, condamné ceux qui veulent accéder au pouvoir par les armes.



LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE RÉITÈRE L'IMPORTANCE DES QUATRE ORGANISATIONS

Le Président de la République, Faustin-Archange Touadéra, a tenu à rassurer ses invités qui se préoccupaient de l'appréciation de leur présence en RCA, par le gouvernement centrafricain.



A ce sujet, il a fait observer qu'à la suite de certaines manifestations, ces derniers s'interrogent sur le fait de savoir si l'invitation qui leur avait été lancée est toujours d'actualité. En réponse à ces préoccupations, le Président de la République a indiqué : « Je le dis ici haut et fort que la voix autorisée pour répondre à cette question c'est la mienne et celle du gouvernement, nous disons que nous avons besoin de nos partenaires ».

En poursuivant ses propos, le Chef de l'Etat a porté à la connaissance de ses invités que la RCA voudrait renforcer et redynamiser sa coopération avec ses partenaires. A cet effet, il a déclaré : « nous avons besoin de nos partenaires. Depuis 2016 à aujourd'hui, la MINUSCA, l'UA, l'UE et la CEEAC nous ont beaucoup appuyé dans les domaines de la sécurité et du développement. Donc, nous sommes demandeurs de l'appui qu'ils nous accordent pour relever les défis que

traverse la RCA ».

Le Président Touadéra a également voulu rassurer ses hôtes que les auteurs des menaces dont certains des agents des partenaires internationaux de la République centrafricaine faisaient l'objet, seront poursuivis et que la RCA est un Etat de droit : « Je voudrais tout simplement rassurer nos partenaires (...) » a-t-il conclu.

Pour sa part, l'Ambassadeur Bankolé a, au nom de la délégation conjointe UA-ONU-CEEAC-UE, rappelé que le programme de la communauté internationale est d'aider à faire taire les armes en RCA et de faire en sorte que la paix règne dans le pays. Il a aussi ajouté que « nous sommes rassurés que l'invitation adressée à la communauté internationale en RCA est toujours valide. Nous sommes tous convaincus, et le président nous a rassuré, que notre travail est une valeur ajoutée à la paix, la stabilité et au progrès de la RCA ».

De son côté, Jean Pierre Lacroix, a remercié le Président et déclaré que ses clarifications font chaud au cœur. A l'endroit du Président Touadéra, il a dit : « je souhaite vous réitérer l'engagement des Nations Unies, de nos collègues sur le terrain, de nos organisations à accompagner vos efforts pour le processus de démocratisation, de pacification de la RCA, des efforts de développement aussi qui sont importants, les efforts visant à répondre à une situation humanitaire qui est difficile et qui d'ailleurs requiert que toutes les organisations puissent librement opérer en toute sécurité sur le terrain ».

DES SOINS MÉDICAUX POUR 300 HABITANTS DE NIAKARI

Dans la préfecture du Mbomou, le bataillon marocain (Morbatt) de la MINUSCA a offert, le 3 juin 2021, des soins médicaux de base à la population de la commune de Niakari.

Par Aleka Amuri



La commune de Niakari est située à environ 34 km sur la route nationale vers l'axe Bakouma au Nord-Ouest de Bangassou. C'est dans cette commune que le contingent marocain de la MINUSCA a choisi d'apporter son appui en termes de prise en charge médicale gratuite de la population. « J'ai une plaie depuis plusieurs mois et malheureusement, notre centre de santé n'a pas de médicaments pour me soigner », a indiqué un patient après sa prise en charge par l'équipe du Morbatt.

Cet appui du contingent rentre dans le cadre des activités de coopération civilo-militaires pour la commune de Niakari. Trois cents personnes de tous les âges confondus ont bénéficié de ce geste qui intervient après

la période d'hostilité due à l'activisme des groupes armés dans la zone. Des pillages systématiques avaient été perpétrés y compris les équipements sanitaires du centre de santé de Niakari. « Nous avons voulu apporter cet appui en soins médicaux gratuits urgent à la population de Niakari afin de soulager la souffrance qu'elle connaît ; aussi, des médicaments ont été remis au centre de santé pour son bon fonctionnement », a indiqué le Colonel Nouredine Amraoui, commandant du contingent marocain.

Pour cette activité, le contingent marocain a dépêché une équipe médicale composée d'un médecin, d'un dentiste et d'infirmières spécialisées. Une activité appréciée par toute la population de la commune, y compris les autorités locales.

LA MINUSCA AUX CÔTÉS DE LA FIFA POUR LA PROMOTION DU SPORT EN RCA



Arrivée à Bangui, le 30 mai 2021, une délégation de la Fédération internationale de Football Association (FIFA) a rendu le 1er juin 2021, la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général de l'ONU en Centrafrique et coordonnatrice humanitaire, Denise Brown, au quartier général de la MINUSCA.

« Nous avons un projet de construction d'un centre technique de football féminin avec la

Fédération centrafricaine de football et nous aimerions échanger avec les différentes institutions partenaires afin d'avoir un projet qui soit cohérent avec les réalités locales », a indiqué Celine Zigaul, chargée du développement de la FIFA pour le développement du football en Afrique francophone, au sortir de la rencontre.

Cette initiative a été vivement saluée par Mme Brown qui a dit l'intérêt de la MINUSCA à soutenir tous les efforts non seulement en faveur de la cohésion sociale, mais aussi pour la promotion de la jeune fille.

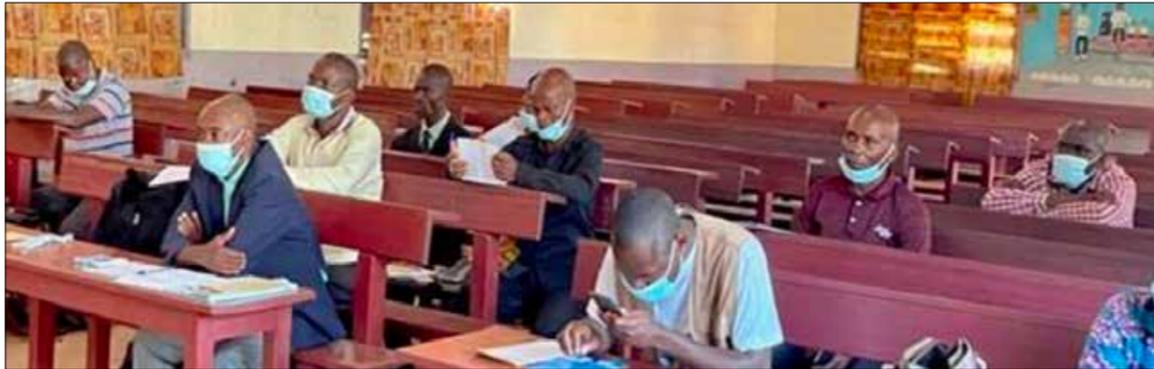
La MINUSCA a remis, le 3 juin 2021, des jeux de maillots, des ballons de football et des coupes à la Fédération centrafricaine de football pour organiser le championnat national à Berbérati. Ce lot, d'une valeur de 3 millions FCFA, sera suivi d'un appui financier de 4 millions de FCFA pour permettre la tenue pour la première fois en RCA, de cette compétition nationale avec quatre préfectures représentées.



SENSIBILISATION DE LA POPULATION DE BERBERATI SUR LE MANDAT DE LA MINUSCA

Le bureau de la MINUSCA à Berberati a procédé, le 09 juin 2021, au lancement d'une campagne de sensibilisation et de vulgarisation du mandat de la Mission, visant à expliquer aux populations, les tâches de la MINUSCA dans le cadre de la protection des civils, du processus électoral et de la restauration de l'autorité de l'État dans la préfecture de la Mambéré-Kadéi.

Par HONORINE NIARE



Lancée par la division de la Communication stratégique et de l'Information publique avec la participation des sections Genre, Affaires civiles et Affaires politiques de la MINUSCA, cette campagne a pour but de contribuer à expliquer aux populations, les tâches de la MINUSCA dans le cadre de la protection des civils, du processus électoral et de la restauration de l'autorité de l'État dans la préfecture de la Mambéré-Kadéi.

La représentante du préfet, Léa Rodrigue, a invité les participants à reconnaître les efforts des Nations Unies en Centrafrique et à travailler en collaboration avec la MINUSCA afin de contribuer à la consolidation de la paix. « La mission onusienne n'a cessé de déployer de multiples efforts pour ramener la paix et la cohésion sociale en RCA, lesquels efforts ont abouti à la stabilisation de l'État et à la reconquête du territoire national, en dépit des velléités d'attaques récurrentes. Nous nous devons de lui témoigner toute notre reconnaissance et notre appui dans ses nombreuses actions de paix envisagées sur le territoire national », a-t-elle souligné.

Pour sa part, Boubacar Sy, chargé des affaires politiques de la MINUSCA, a présenté le mandat de la Mission et a invité les participants à lire le contenu

de la résolution 2552 pour bien en comprendre l'étendue et les limites. Le représentant de la MINUSCA, tout en rappelant l'importance d'un dialogue continu et constructif entre la Mission et les acteurs nationaux du pays hôte, a indiqué que « chacun, à son niveau en tant que leader communautaire, doit combattre les manipulations, les discours populistes souvent basés sur l'ignorance et la mauvaise foi ».

Les participants sont, quant à eux, revenus sur la posture militaire de la MINUSCA et sur la question de l'embargo. A cet égard les représentants de la MINUSCA ont rappelé que le mandat de la Mission va largement au-delà de l'action militaire, mettant ainsi en exergue les progrès importants dans divers domaines tels que le processus électoral. La souveraineté de la RCA, le principe de non-ingérence et la responsabilité première de l'État centrafricain en matière de protection, ont également meublé les échanges.

Tous les participants se sont engagés, au terme de la rencontre, à servir de relais dans leurs communautés respectives pour la vulgarisation du mandat de la MINUSCA pour une meilleure compréhension et appropriation dans toute la préfecture de la Mambéré-Kadéi.

LE MANDAT DE LA MINUSCA EXPLIQUÉ AUX LEADERS COMMUNAUTAIRES DE BANGUI

Vingt-neuf leaders communautaires et autorités locales des 3e et 5e arrondissements de la capitale centrafricaine ont pris part, le 16 juin 2021 au stade 20000 places de Bangui, à un atelier de vulgarisation du mandat de la MINUSCA sur la résolution 2552 adoptée, le 12 novembre 2020, par le Conseil de sécurité des Nations unies.

Par Laure Stella Omissse



La protection des civils, la restauration de l'autorité de l'État et l'accompagnement dans le processus de paix, la cohésion sociale et réconciliation nationale étaient au cœur de ces échanges facilités par la MINUSCA via ses composantes de Communication stratégique et Information publique et des Affaires civiles.

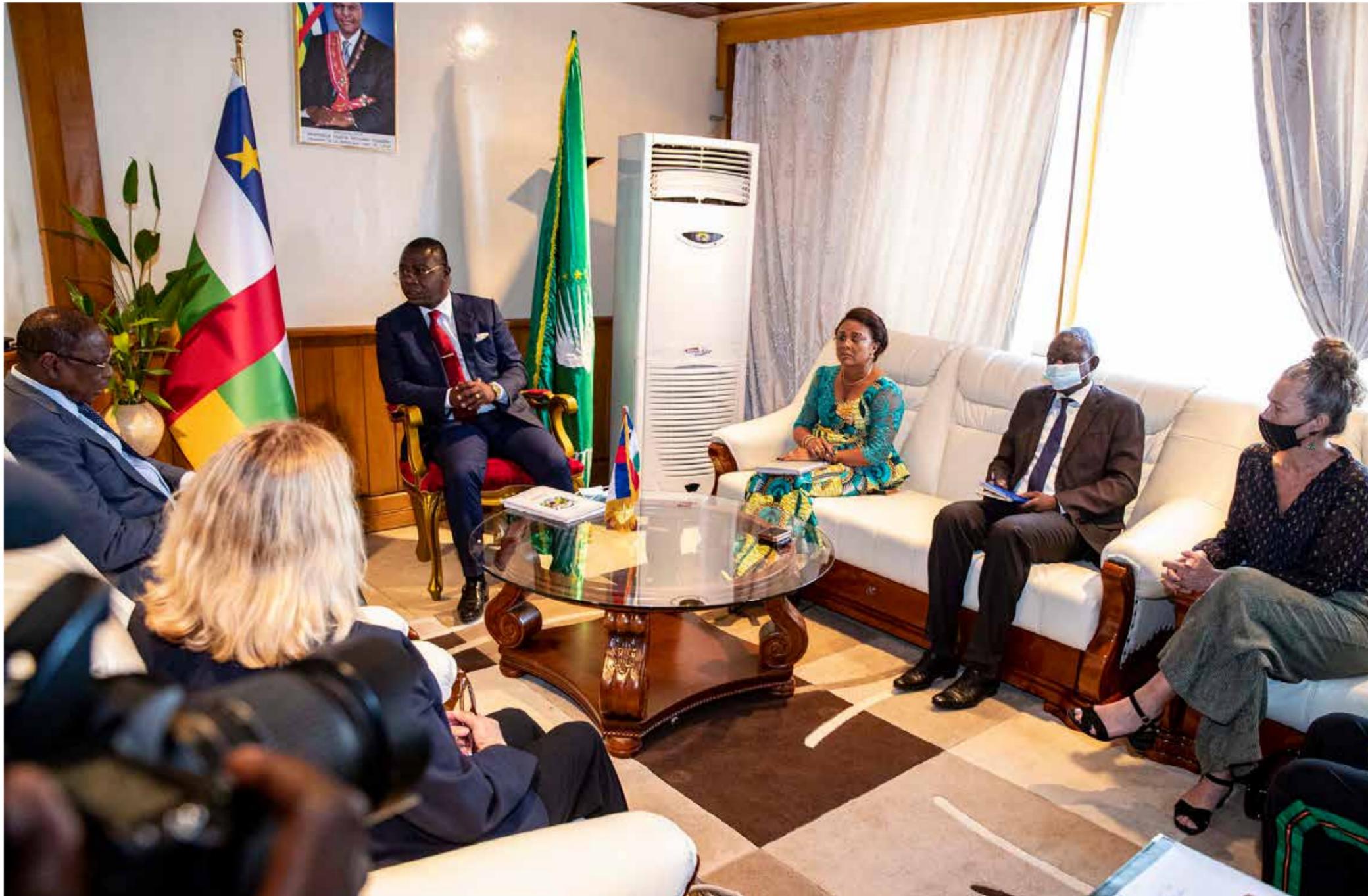
« Ce mandat nous a parlé de cinq tâches de la MINUSCA (...) la protection des civils, la restauration de l'État en collaboration avec le gouvernement, la sécurité et la réconciliation en République centrafricaine, des Droits de l'homme et de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR), mais aussi de la lutte contre la désinformation », a tenté de résumer Koy-pingelta Mirabelle, une participante, à l'issue de la rencontre.

Le mandat de la MINUSCA vise, en appui au gouvernement, à créer les conditions politiques, de sécurité et institutionnelles permettant de réduire durablement la présence des groupes armés et la menace qu'ils représentent, a fait valoir Straton Musonera, en sa qualité de chef de l'Unité Plaidoyer et Action publique, une entité de la Divisions de la Communication

stratégique et de l'Information publique de la Mission. « Toutes les tâches qui sont dans le mandat sont de la responsabilité du gouvernement. Et la MINUSCA est là pour appuyer le gouvernement à mettre en œuvre ces différentes responsabilités. Comme vous le savez, avec le conflit de 2013, les capacités du gouvernement étaient considérablement réduites », a-t-il expliqué.

Cette séance a vu la participation de représentants du gouvernement, notamment le Capitaine Sambo, commandant de compagnie de la ville de Bangui et de l'Ombella M'poko et de Gisele Irénée Koula, chargée de mission à la Primature.

Démarrée le 15 juin 2021 et prévue pour durer cinq jours, la campagne de vulgarisation a réuni un total de 150 jeunes, femmes et leaders communautaires destinés à être des relais auprès des communautés de base. Son objectif est de renforcer leurs capacités en les familiarisant aux tâches prioritaires de la MINUSCA et du gouvernement, et les instruisant sur le rôle et la mission de la MINUSCA en République centrafricaine.



Cet engagement a été exprimé, le 15 juin 2021, lors de l'audience accordée par le Premier ministre au Représentant spécial, qui était accompagné des Représentantes spéciales adjointes, Lizbeth Cullity et Denise Brown, du Commandant adjoint de la Force, Général Paulo Maia Pereira, et du Chef par intérim de la composante Police de la MINUSCA, le Commissaire divisionnaire Habi Garba.

Le Chef de la MINUSCA a également félicité le nouveau Premier ministre pour sa nomination par le Président de la République, le 11 juin 2021, et renouvelé l'entière « disponibilité de la MINUSCA à travailler avec lui et son Gouvernement, sur la base de la confiance mutuelle pour le renforcement du partenariat entre les deux institutions ».

LA MINUSCA ENGAGÉE À TRAVAILLER AVEC LE NOUVEAU PREMIER MINISTRE ET SON GOUVERNEMENT

Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en République centrafricaine et Chef de la MINUSCA, Mankeur Ndiaye, a réitéré l'engagement de la Mission « à travailler avec le nouveau Premier ministre, Henri Marie Dondra, et le futur Gouvernement, conformément à son mandat, afin d'aider la République centrafricaine (RCA) à relever ses nombreux défis », a annoncé mercredi la MINUSCA.

Henri Marie Dondra, le nouveau Premier ministre, Chef du Gouvernement ►



LE COMMANDANT ADJOINT DE LA FORCE À BRIA POUR S'ENQUÉRIR DES DÉFIS SÉCURITAIRES

Rencontrer la population et les autorités locales, les écouter et palper du doigt leurs préoccupations sécuritaires afin d'y apporter des réponses adéquates... c'est en substance l'objectif de la visite du commandant adjoint de la force de la MINUSCA le 16 juin 2021 à Bria, dans l'Est de la RCA.

Par Christian Mapendano

Le général Major Paulo Maia Pereira a procédé à l'évaluation de la situation sécuritaire dans la Haute-Kotto avec l'équipe dirigeante du bureau régional de la MINUSCA et les autorités préfectorales. Il a aussi rencontré les troupes de la MINUSCA pour les encourager dans leurs engagements quotidiens en faveur de la protection des civils.

Dans un tête-à-tête, le Préfet de la Haute-Kotto, Evariste Binguinedji, et le Commandant adjoint de la force de la MINUSCA ont passé en revue les avancées remarquables en matière de restauration de l'autorité de l'Etat grâce à l'appui de la MINUSCA.

Occasion pour le préfet de restituer l'évolution progressive de la ville depuis son arrivée en décembre 2017. A l'époque, la circulation était quasiment impossible, et la vie était presque en arrêt. « C'est avec la MINUSCA que, petit à petit, les Forces de sécurité intérieure (FSI) et les Forces Armées Centrafricaines (FACA) sont arrivées. La sécurité était assurée par la MINUSCA dans toute la ville. Le bureau et la maison du préfet, la maison des fonctionnaires (...); c'est la MINUSCA qui a tout réhabilité. Je suis même arrivé à Ouada, Yalinga, Samouandja grâce à la MINUSCA. (...) La formation des FACA, des FSI, des fonctionnaires; les fournitures de bureau, des projets à impact rapide, etc. Nous sommes toujours satisfaits, on est tou-



jours ensemble avec la MINUSCA (...) et notre relation est au beau fixe », a fait valoir le préfet de la Haute-Kotto.

Pour sa part, a souligné le commandant adjoint de la force de la MINUSCA, le plus grand défi actuel reste d'ordre sécuritaire et de développement de la Haute-Kotto.

En compagnie du Chef de Bureau de Bria et du Commandant Secteur Est, le général Paulo Maia Pereira s'est rendu sur l'axe Bria-Yalinga. Là, il a visité le bac qui assure la traversée sur la rivière Kotto et reliant les

deux localités. Pour mémoire, ce bac avait été réhabilité et rendu opérationnel grâce à un projet à impact rapide réalisé par la MINUSCA en 2019.

Il est aussi à souligner que l'axe Bria-Yalin-

ga est d'une grande importance pour l'économie de la région. Il assure, non seulement, les échanges entre la RCA et le Soudan, mais aussi sur le plan local, il sert de liaison entre les villes de Bria et de Bangassou (préfecture du Mbomou).

C'est dans ce cadre que la MINUSCA a réhabilité, à travers sa compagnie de génie cambodgienne, plus de 16 ponts sur ledit axe en vue de faciliter la circulation des populations, et surtout les opérations de protection des civils dans la zone.

SOUTENIR LES FORCES DE SÉCURITÉ INTÉRIEURE DÉPLOYÉES À BRIA

Afin de contribuer à améliorer les conditions difficiles dans lesquelles vivent les Forces de sécurité intérieure (FSI) déployées à Bria, le bureau de la MINUSCA sur place leur a remis officiellement, le 07 juin 2021, des tentes et des kits d'hygiène contre la Covid-19 dont 3000 masques.

La Minusca a également électrifié la gendarmerie et le commissariat et offert du matériel de bureau, en plus de l'organisation d'une série de formations destinées à renforcer les capacités de ces hommes en uniformes.

La remise de ce don d'une valeur totale de 9.324.000 FCFA, s'est effectuée en présence des autorités locales, qui considèrent cet appui de la MINUSCA comme un signe de la continuation des efforts de restauration de l'autorité de l'Etat.

Avant ce don, ces éléments des FSI déployés occupaient, comme dortoir, les bureaux que la Minusca leur avait construits.





LA COUR PÉNALE SPÉCIALE DE LA RCA PLEINEMENT OPÉRATIONNELLE

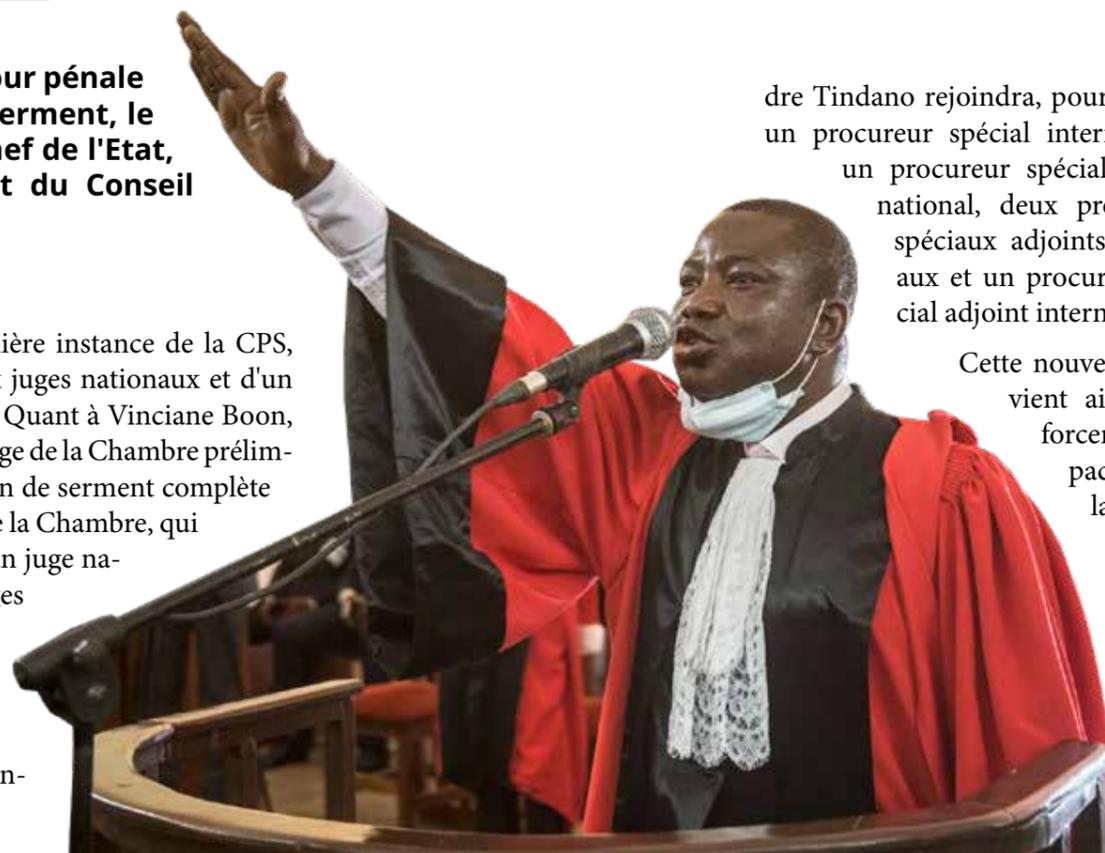
Deux juges internationaux et un procureur, nommé à la Cour pénale spéciale (CPS) de la République centrafricaine ont prêté serment, le 8 juin 2021, à la Cour de cassation de Bangui, devant le chef de l'Etat, Faustin Archange Touadéra, en sa qualité de président du Conseil supérieur de la magistrature.

Par Maria Kabatanya

Nommés, le 19 janvier 2021, par décret présidentiel, les magistrats Herizo Rado Andriamanantena (Madagascar), Vinciane Boon (Belgique) et Tyabatuoba Jean Alexandre Tindano (Burkina Faso) ont solennellement pris l'engagement de remplir leurs fonctions en toute fidélité et impartialité, de garder le secret des délibérations et des votes, de ne prendre aucune position publique et de se conduire avec intégrité, dans le respect de la Constitution centrafricaine.

Herizo Rado Andriamanantena, a désormais la charge de rendre opérationnelle une

Chambre de première instance de la CPS, composée de deux juges nationaux et d'un juge international. Quant à Vinciane Boon, elle fera office de juge de la Chambre préliminaire. Sa prestation de serment complète le panel de juges de la Chambre, qui doit comprendre un juge national et deux juges internationaux. En tant que procureur spécial adjoint, Tyabatuoba Jean Alexan-



dre Tindano rejoindra, pour sa part, un procureur spécial international, un procureur spécial adjoint national, deux procureurs spéciaux adjoints nationaux et un procureur spécial adjoint international.

Cette nouvelle étape vient ainsi renforcer la capacité de la CPS à mener des enquêtes et des

poursuites et, surtout, permettra à la Cour de mener des procès, ce qu'elle n'a pas été en mesure de faire jusqu'à présent.

Rappelons que la Cour pénale spéciale est un tribunal national composé de magistrats nationaux et internationaux, ayant pour mandat d'enquêter, de poursuivre et de juger les violations graves des droits de l'homme et les infractions graves au droit international pénal et humanitaire commises sur le sol centrafricain depuis le 1er janvier 2003. Ces trois magistrats rejoignent deux autres juges internationaux qui ont été accueillis en mars 2021.

◀ Le Magistrat Tyabatuoba Jean Alexandre Tindano du Burkina Faso

LE SAVIEZ-VOUS ?

- 120 casques bleus, dont 8 femmes, du contingent népalais de la Police Militaire de la MINUSCA ont été honorés, le 11 juin 2021, de la médaille des Nations Unies au cours d'une cérémonie présidée par le Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la MINUSCA, Mankeur Ndiaye. Déployé depuis juillet 2020, ce contingent, en fin de mission, a contribué au maintien de l'ordre, de la discipline et à la prévention des violations aux règles de conduites et accidents de la route au sein de la mission.
- Dans le cadre de la sécurisation de la ville de Bangui, il a été mis en place un dispositif avec l'unité de police constituée du contingent camerounais de la MINUSCA, dont les zones de responsabilité s'étendent du 1er au 7e arrondissement de la ville de Bangui. L'unité y effectue des patrouilles pédestres et motorisées de sécurisation et de dissuasion. Cent quarante hommes et femmes constituent cette unité.
- A Bangui, une séance d'explication du mandat de la MINUSCA a réuni, du 15 au 22 juin 2021, environ 150 jeunes, femmes et leaders des communautés locales, au stade 20 000 places. Organisé par la Division de la Communication stratégique et de l'Information publique de la MINUSCA, cet atelier avait pour objectif de promouvoir une meilleure compréhension des tâches et des réalisations de la Mission.

BANGASSOU

DES MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ CIVILE À L'ÉCOLE DE LA BONNE GOUVERNANCE

Ils étaient 20 membres de la société civile de la préfecture du Mbomou (Sud-ouest), dont sept femmes, réunis autour d'un atelier tenu le 18 juin 2021 à Bangassou. Au centre des discussions, la question de la bonne gouvernance et la gestion des rumeurs.

Par Amuri Aleka

L'objectif visé était de renforcer les capacités des participants venus des quatre communes de la sous-préfecture de Bangassou : Sayo-Niakari, Zangandou Magdabazouma et Vougba-Balifondo. L'accent a été particulièrement mis sur l'éducation à la citoyenneté, les conséquences de la mauvaise gouvernance et la gestion des rumeurs, entre autres.

Pour José Christian Kotalimbora, coordonnateur de la société civile dans la préfecture du Mbomou, cette initiative est une aubaine. « Nombreux sont ceux qui ne connaissent pas leurs rôles et utilités dans la société alors que leur mission principale est la lutte pour les grandes causes communes », a-t-il déclaré. Il a rajouté que la défense des droits de l'homme et des valeurs morales de la société doit permettre de réduire la souffrance humaine telles que pauvreté, les maladies physiques ou morales, cela pour le bien-être de la population.

MÉDIAS ET SOCIÉTÉ CIVILE ENGAGÉS DANS LA LUTTE CONTRE LA DÉSINFORMATION

Dans le cadre des efforts de lutte contre la désinformation en Centrafrique, des membres de la société civile et des rédacteurs en chef des organes de presse ont été conviés à une session de sensibilisation qui s'est déroulée du 14 au 15 juin 2021, à Bangui.

Par Deubalbet Wewaye



La désinformation et les "fake news" (fausses informations) prennent une ampleur de plus en plus grandissante en RCA, exacerbée par les nouvelles technologies.

C'est pour riposter contre ce phénomène que la MINUSCA a décidé de faciliter cette session dont le principal but est de renforcer l'implication des blogueurs et les organes de presse dans la lutte contre les messages de haine et d'incitation à la violence sur les réseaux sociaux.

Occasion pour Serge Lambas, rédacteur en chef du journal l'Etoile, d'appeler ses pairs au respect des règles, afin de contribuer efficacement à la lutte contre les messages haineux qui fragilise le vivre-ensemble. « Quand une information n'est pas orientée vers une bonne cible, cela pose de sérieux problèmes au sein de la société et les conséquences sont importantes. Donc, en

tant que journalistes, nous devons donner des informations avec des sources préalablement vérifiées pour que cela profite à la population, conformément à notre éthique et déontologie », a-t-il soutenu.

Thibaut Logbama Mokole, secrétaire général de l'association des victimes, se réjouit pour sa part de cette initiative qui, selon lui, contribuera à freiner ce fléau en RCA. « Après cette formation, nous allons repartir vers nos bases respectives pour montrer à nos membres comment utiliser les réseaux sociaux, notamment Facebook, comment éviter de publier de fausses informations, entre autres », a-t-il promis.

L'organisation de cette sensibilisation est à mettre à l'actif de la synergie constituée de l'Association des blogueurs centrafricains, le Consortium des journalistes contre la désinformation et l'association des Fake checkers de Centrafrique.

FAVORISER LA RÉINSERTION SOCIALE DES DÉTENUS DE LA MAISON D'ARRÊT DE BERBERATI



Dans le souci de répondre aux défis sociaux auxquels la population carcérale fait face au quotidien, la MINUSCA, à travers son programme de Projets à Impact Rapide (QIPS), a procédé, le 22 juin 2021, à la Maison d'arrêt et de correction de Berberati, à la remise aux détenus de diplômes de fin d'apprentissage dans diverses disciplines, dont la couture, la coiffure et le tricot.

Par Honorine Yao Niaré

Trois mois après son démarrage, cette action a permis la réinsertion sociale des 110 détenus de la prison, mais aussi de les préparer à mettre à contribution leurs expériences à travers l'alphabétisation, la couture, la coiffure et le tricot, entre autres.

Pour le Sous-préfet de Berberati, Jacques Antoine Gounindji, « le lancement de cette opération est un événement d'une grande portée sociale et économique car nous touchons, là, au cœur de l'action sociale. (...) Nous devons saluer cette belle initiative de la MINUSCA précisément son service pénitentiaire très dynamique qui a travaillé d'arrache pieds pour la réussite de cette activité. La responsabilité du projet est désormais la nôtre. »

Le chef de bureau par intérim de la Minusca à Berberati, Pollock Ndonodji, a pour sa part salué les efforts fournis par l'Unité des Affaires pénitentiaires. « Ce projet s'inscrit dans le cadre des efforts d'appui de la MINUSCA au gouvernement tel que recommandé par les différentes résolutions du conseil de sécurité des Nations Unies sur la MINUSCA. C'est aussi le lieu de vous informer que dans le domaine pénitentier, la Minusca a déjà appuyé le gouvernement dans le recrutement et la formation des agents pénitentiaires ainsi que la réinsertion sociale des détenus dans d'autres localités de la Centrafrique », a-t-il déclaré.

Il est à rappeler que ce projet a été financé à hauteur de 15. 913. 000 Francs CFA.

EN BREF

■ Quarante femmes issues des organisations féminines de trois arrondissements de Bangassou ont été sensibilisées, le 11 juin 2021, sur le rôle de la MINUSCA dans les accords de paix, l'appui au processus électoral et les actions de protection des civils effectuées par la mission dans la préfecture du Mbomou. Cette sensibilisation a été organisée par les responsables de différentes sections de la MINUSCA dont la section de Protection de l'enfant, la Police des Nations Unies ainsi que les observateurs militaires.



■ En partenariat avec les réseaux communautaires de signalement précoces des plaintes et des Casques bleus du contingent burundais, l'équipe déontologie et discipline de la MINUSCA a organisé, du 16 au 18 juin 2021, une causerie éducative au profit des femmes et filles des Damara, Sibut et Dekoa sur la prévention des actes d'exploitation et abus sexuels. Pour rappel, la MINUSCA fait largement écho de la politique de "Tolérance zéro" du Secrétaire général, en organisant, pour son personnel civil et en uniforme, des séances d'information et de sensibilisation, aussi bien à leur prise de service que pendant leur mission.



UNMINUSCA



Eric Manzi
Troop commander

MINUSCA

The Road to a Lasting Peace

LEVERAGING THE POWER OF YOUTH FOR PEACE AND SECURITY

29 MAY INTERNATIONAL DAY OF UN PEACEKEEPERS

LE RAPPORT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DES NATIONS UNIES PRÉSENTÉ LE 23 JUIN 2021 AU CONSEIL DE SÉCURITÉ



Disponible sur le site internet public de la MINUSCA

www.minusca.unmissions.org

Retrouvez

RADIO GUIRA 93.3 FM

sur **Facebook** et **Tweeter**



radioguirafm



@FmGuira

